



Délibérations du Conseil Communautaire du 10 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre le dix décembre à vingt heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Beyries - Salle Polyvalente, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

Date de la convocation : mardi 03 décembre 2024

Présents : Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU), Roland GODDE (NASSIET), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Karen RICARRERE (AMOU), Dominique TOULOUSE (BRASSEPOUY)

Absents : Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU), Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Jean ROHFRIETSCH (GAUJACQ)

Procurations : Gérard GRAZIANI (DONZACQ) a donné pouvoir à Thierry LABORDE, Ludovic NOUGARO (POMAREZ) a donné pouvoir à Pascal CASSIAU

Représentés :

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	25
Pouvoirs	2
Votants	27

N° DEL20241210-006 Voeux - Loi de finances 2025

Le projet de loi de finances pour 2025 prévoit une contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques à hauteur de 5 milliards d'euros. Joint à d'autres mesures, comme la réduction du fonds vert ou la hausse des cotisations à la CNRACL, ce montant atteint les 8 milliards d'euros.

Si les élus locaux ont toujours reconnu qu'il existe une communauté de destin entre décideurs publics devant les comptes de la Nation, nos collectivités locales, de l'Hexagone et de l'Outre-Mer, ne sont pas responsables des déficits ou de l'endettement de l'État.

Réunis en congrès au Havre du 16 au 18 octobre dernier, les élus des Intercommunalités de France ont appelé le Gouvernement et les parlementaires à revenir sur des dispositions qu'elles considèrent comme particulièrement injustes pour les collectivités locales et qui font planer de graves menaces sur l'exercice de nos services publics, sur l'investissement local et donc l'emploi.

Pour la Communauté de Communes Coteaux et Vallées des Luys, l'ensemble des mesures prévues dans le Projet de Loi de finances pour 2025 représente un effort de :

- **7 200,00 euros au titre de la baisse de deux points du FCTVA,**
- **20 200,00 euros au titre de la non-affectation de la dynamique de TVA**
- **18 300,00 euros au titre de l'augmentation de 4 points de la CNRACL selon les estimations**

Une telle reprise en main des budgets locaux par l'État est inacceptable. Par ailleurs, les efforts considérables demandés au conseil départemental et au conseil régional entraîneront également des répercussions significatives pour notre territoire.

Pour notre bassin de vie et ses habitants, les conséquences sont trop graves.

La Communauté de Communes Coteaux et Vallées des Luys, avec toutes ses communes membres, s'est résolument engagé dans le renforcement de l'activité économique, de la transition écologique et du renforcement des services publics, piliers des politiques conduites par l'État ces dernières années. Les mesures financières prévues dans le Projet de loi de finances mettront à mal cette stratégie et auront inévitablement pour conséquences :



- la hausse du recours à l'emprunt, à rebours de l'ambition affichée par le Gouvernement, dans la mesure où plusieurs chantiers, à un an et demi de la fin de mandat, sont lancés et ne peuvent être abandonnés ;
- l'affaiblissement du tissu d'entreprises qui bénéficient de la commande publique ;
- la fragilisation des services publics et des réponses apportées aux besoins des habitants
- la réduction des dépenses sociales pourtant indispensables à la cohésion nationale ;
- l'impossibilité de poursuivre notre niveau d'engagement pour lutter contre le réchauffement climatique, alors même qu'une accélération des investissements s'impose ;
- la baisse des soutiens financiers aux associations et aux autres partenaires de nos actions.

Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,

Article 1 - D'appeler le futur Gouvernement et les parlementaires à revoir l'ensemble des mesures proposées dans le Projet de loi de Finances pour 2025 dans un souci de justice et d'effort mesuré demandé aux collectivités locales.

Vote : Adopté à la majorité des suffrages exprimés avec une voix contre et une abstention

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.